

Pour des missions de contrôle renforcées !

Les missions de contrôle au sein du Ministère de l'économie et des Finances sont essentielles au bon fonctionnement de l'État et à l'égalité entre citoyens : lutte contre la fraude fiscale, contre les trafics d'armes, le blanchiment d'argent, protection des consommateurs et des citoyens des risques sanitaires ou environnementaux, contrôle de la dépense publique, des établissements bancaires...



Ces dernières années ont pourtant été marquées par une remise en cause de ces missions régaliennes. Derrière les réguliers communiqués promotionnels et d'auto-satisfaction des ministres, la réalité est bien plus difficile et les évolutions sont très préoccupantes.

DES MISSIONS ESSENTIELLES

Dans un contexte géopolitique international changeant (Brexit, accords de libre échange), et compte-tenu des évolutions commerciales, des schémas d'organisation des opérateurs économiques (évasion fiscale, procédé de fraude à la consommation...), la place du contrôle économique et financier doit être réaffirmée.

Le contrôle des fonds publics

Une des nombreuses missions dévolues à la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) est : « *la gestion financière et comptable des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et de santé* ». Pour assurer de manière efficace cette mission, il est indispensable que les agents soient en nombre suffisant et qu'ils disposent d'outils leur

permettant d'effectuer les contrôles nécessaires en toute indépendance. De même, les contrôles par sondage, comme le Contrôle hiérarchisé de la dépense, doivent voir leur part diminuer au profit du taux de couverture plus important.

Or, depuis de nombreuses années, les suppressions d'emplois, la fermeture de nombreuses trésoreries ont largement amoindri les capacités de contrôle. Pire, avec la volonté de création d'agence comptable, le gouvernement veut supprimer tout mécanisme de contrôle et de sécurité dans le maniement des fonds publics en revenant sur le principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable. Il veut également favoriser l'externalisation et la privatisation de pans entiers de missions du secteur public local. La mairie de Levallois s'est portée candidate pour expérimenter le dispositif d'agence comptable : on comprend mieux les dangers de celles-ci !!

La protection des consommateurs

« *La Direction générale de concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) détecte les indices de pratiques anticoncurrentielles. Les enquêtes de la DGCCRF permettent également à l'Autorité de la concurrence*

de sanctionner les pratiques abusives de plus grande ampleur ». Ainsi, en 2018, suite à des informations recueillies par la DGCCRF, 189 millions d'euros d'amende ont été infligés à six fabricants d'électroménager pour s'être entendu sur des hausses de prix au détriment du consommateur.

DES ENJEUX FINANCIERS ET DÉMOCRATIQUES TRÈS IMPORTANTS

L'action de l'État via des administrations de contrôle consiste aussi en une régulation des marchés. L'objet de nos contrôles est aussi de protéger les professionnels vertueux contre les avantages économiques indus que s'octroient leurs concurrents moins regardants.

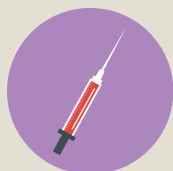
En tant qu'administration d'État, la Douane doit répondre aux enjeux environnementaux grâce à une politique fiscale et de contrôle ambitieuse (contrôle de circulation des déchets, protection des espèces et des espaces maritimes, régularité des pêches, application de la directive Reach, mise en place de mesures fiscales incitatives, etc).

Elle a par ailleurs un rôle majeur à jouer dans la protection de notre économie,

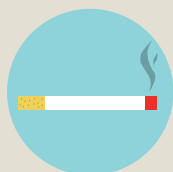
LE CONTRÔLE ÉCONOMIQUE EN CHIFFRES (2018)



49,2
millions d'euros
d'avoires criminels
saisis



97,4
tonnes de drogue
saisies



241,1
tonnes de tabac
saisies



1363
armes à feu saisies



5,4
millions d'articles
contrefaits saisies



313
millions de droits
et taxes redressés



111600
établissements
contrôlés par la CCRF

pour renforcer la loyauté des échanges et la protection des consommateurs mais aussi des salariés, contre la concurrence déloyale. Elle contrôle notamment les importations de médicaments (secteur où la contrefaçon se développe de manière exponentielle) et doit garantir que les produits végétaux et animaux sont conformes aux réglementations sanitaires

En 2017, la Douane a réalisé 471 constatations relatives aux déchets (+ 82 % par rapport à 2016). Mais, le manque de moyens humains est criant. Avec environ 350 douaniers au Havre, les 5 millions de conteneurs y entrant chaque année et transportant pour nombre d'entre eux des matières toxiques et/ou radioactives ne peuvent être tous contrôlés.

Fraude à la TVA

La commission européenne a évalué à 147 milliards d'euros par an le montant de la fraude à la TVA à l'échelon communautaire, dont environ 20 milliards d'euros de recettes fiscales perdues pour la France, soit environ 12 % des recettes d'une taxe qui représente près de la moitié des rentrées fiscales de l'Etat français.

DES REFORMES ET REORGANISATIONS QUI ONT SAPEES LES MISSIONS DE CONTRÔLE

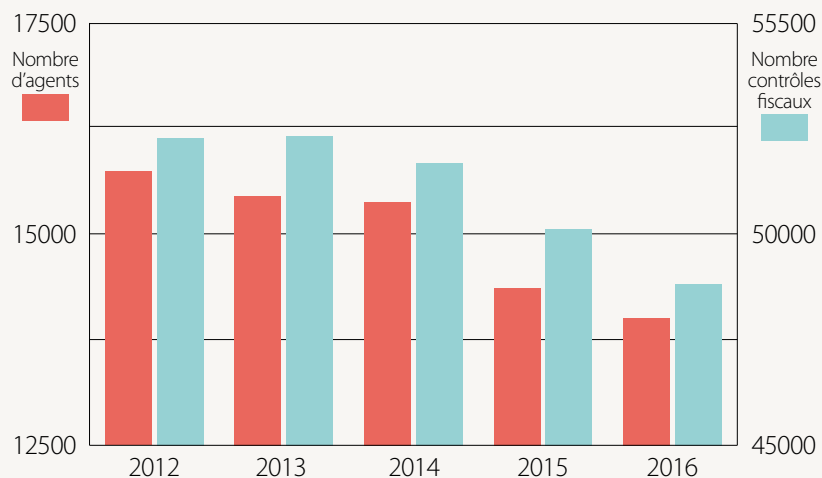
Le sens même du contrôle par la puissance publique est remis en cause ces dernières années : par la baisse des moyens matériels et humains, par les réorganisations des services et par l'objectif même assigné aux contrôles.

L'exemple marquant de la DGCCRF

Depuis quelques années, et pour faire face aux exigences amenées par les exécutifs successifs, notamment par la RGPP (Révision générale des politiques publiques), la RéATE (Réforme de l'administration territoriale de l'État) et à présent AP 2022 (Action publique 2022), la DGCCRF a dû se confronter à de grands bouleversements, dans ses structures. Elle a été éclatée dans des directions départementales de l'État tout en subissant de plein fouet d'importantes suppressions d'emplois. Résultat : une césure dans les missions entre d'une part la concurrence et, d'autre part, la

ÉVOLUTION DES EMPLOIS DÉDIÉS ET DU NOMBRE DE CONTRÔLES FISCAUX EN FRANCE

Source : données DGFIP



protection économique du consommateur et la sécurité des produits et des difficultés dans un exercice cohérent des missions.

Une dégradation avérée et voulue de la mission de contrôle fiscal

Notre système fiscal étant essentiellement déclaratif, le principe de l'égalité devant l'impôt impose un pouvoir de contrôles administratifs. Cela participe même d'une « *compétitivité libre et non faussée* » !

Pourtant, entre 2012 et 2016, les effectifs du contrôle fiscal ont diminué de 11 %, soit une baisse plus que proportionnelle à la baisse globale des effectifs de la DGFIP (- 9%) : suppression de 1 733 agent.es en « *équivalent temps plein* » entre 2012 et 2016. La baisse concerne également les sommes effectivement encaissées par l'administration fiscale suite à contrôle : ces dernières sont passées de 12,1 milliards en 2017 à 11,6 milliards d'euros l'an dernier.

FIN DE L'ADMINISTRATION DE CONTRÔLE, POUR UNE ADMINISTRATION DE CONSEIL ?

Garantie fiscale, loi Essoc (pour un Etat au service d'une société de confiance), droit à l'erreur, partenariats, le quotidien des services de contrôle a dû s'adapter aux « *nouvelles* » approches macroniennes de la mission. Loin de simplifier la tâche, toutes ces « *nouveautés* » aboutissent au final à une complexification des procédures, à un alourdissement des tâches matérielles et à une moindre efficacité. D'un bout à l'autre de la chaîne du contrôle, c'est par la programmation, le ciblage... que sont attaqués les fondements de l'organisation du contrôle.

Le Ministre Darmanin a ainsi précisé ses projets sur le contrôle fiscal « *Je*

souhaite [...] la mise en place de la police fiscale, un meilleur ciblage des contrôles grâce aux techniques de « datamining » « Pour les entreprises, la nouvelle relation de confiance est un axe fort de la transformation d'une direction qui a vocation à se tourner plus encore vers l'accompagnement et le conseil ».

Dans ce cadre, une note DGFIP du 12 juillet 2019 précise les « *orientations générales en faveur d'une conclusion apaisée des contrôles fiscaux* », qui somme de ne plus faire respecter la loi grâce à la notion « *de l'esprit de la loi* » intimant aux chefs de services de « *rogner les griffes* » de leurs équipiers et leur donnant toute latitude pour abandonner des montants notifiés, même en cas de plainte de l'administration ou de dénonciation au Procureur de la République !

C'est l'esprit même du contrôle qui est mis à mort. Bref, l'état d'esprit, c'est « *vive la fraude !* » Fraudeurs, continuez ! Tout ce que vous risquez, c'est de payer les droits que vous auriez payés sans contrôle, le reste vous sera remis gracieusement...

OUI À UN CONTRÔLE DE QUALITÉ, PERMETTANT D'ASSURER L'ÉGALITÉ DES CITOYEN·NE·S

Aujourd'hui, les services doivent mettre en œuvre des réglementations et procédures extrêmement diverses. Aux règlements historiques, s'ajoutent des textes Européens, règlements et directives. Cela exige, pour les personnels, un fort investissement pour rester pertinents et effectuer un contrôle qualitatif. Ainsi par exemple, ce phénomène se rencontre dans tous les domaines contrôlés par la DGCCRF et la DGDDI : alimentaires (dénominations de vente autorisées, additifs, matériaux contact, métrologie, signes de qualité tels que le bio, etc), règles de concurrence, sécurité des jouets, obligation générale de sécurité...

LE CONTRÔLE ÉCONOMIQUE EN CHIFFRES (2018)



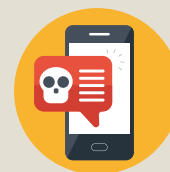
12600
sites Internet contrôlés



333000
analyses de produits en laboratoire



128500
manquements ou infractions



64607
Réclamations des consommateurs



706
alertes alimentaires



824
alertes non-alimentaires



192
missions de contrôle des banques et assurances

L'administration doit anticiper les nouveaux modes et produits de consommation. La vente par internet est devenue un des facteurs clé des méthodes d'achat. Il faut également répondre aux conséquences de nouveaux problèmes comme la présence de nano particules dans certains produits par exemple. Ainsi, un investissement massif en termes de matériel de contrôle et d'analyse de nos laboratoires communs est urgent pour maintenir un degré d'analyse et de recherche sur les nouveaux intrants et composants des produits (chimie, radioactivité,...).

Service scientifique au cœur des missions de la DGDDI et la DGCCRF, le service commun des laboratoires est dans un état déplorable. Les missions du SCL s'articulent autour de trois axes principaux :

- les analyses et expertises ;
- l'appui scientifique et technique
- les études et la recherche appliquée.

Pour garantir la stabilité financière et assurer le contrôle des banques, on ne peut pas faire confiance aux marchés pour s'auto-contrôler. La profession bancaire est l'une des plus critiquées, non sans raisons, les banques participent activement à l'évasion fiscale et au blanchiment de l'argent sale. L'attribution de cette tâche de contrôle des banques à des autorités « indépendantes », n'est pas satisfaisante, car les membres de ces autorités, appartiennent au même milieu que les dirigeants des banques.

Il faut donc que ce contrôle relève du service public et continue d'être rendu plus démocratique et citoyen. Le métier des banques est de créer et de faire circuler l'argent. Cela leur donne des pouvoirs considérables d'influence, voire de corruption. C'est pourquoi il est essentiel que ce contrôle soit assuré par la Banque de France avec des moyens adéquats.

Garantir l'indépendance du contrôle vis-à-vis de toute pression d'origine privée ou publique est donc une question particulièrement cruciale.

RENFORCER LES MISSIONS DE CONTRÔLE PUBLIC

Il est nécessaire de réaffirmer l'exercice exclusif du contrôle économique par la puissance publique.

Il est urgent de créer les conditions d'exercice plein et entier des missions de contrôle et d'une véritable lutte contre la fraude en créant des emplois en nombre pour assurer un contrôle efficace des entreprises et des particuliers du local à l'international et sur tous les niveaux d'activité économique des multinationales aux entreprises sans activité déclarée.

Dans tous les secteurs économiques et financiers, le contrôle a priori et d'initiative (droit d'enquête) doit être le premier maillon de la chaîne. Les contrôles doivent pouvoir être inopinés, à l'initiative des agents et non subordonnés ou délégués à une quelconque convention avec des entreprises privées.

Il faut mettre en place un maillage efficace de services de contrôle avec une organisation nationale permettant une mise en œuvre identique sur l'ensemble du territoire. Il est indispensable de réarmer toute la chaîne du contrôle, cela passe principalement par des moyens humains accrus afin d'accueillir et informer, gérer correctement les dossiers, mieux contrôler, assurer les missions contentieuses.

Il est urgent de donner des moyens juridiques, humains, de formation... suffisants pour lutter contre la fraude économique, fiscale et sociale, les atteintes à la loyauté des transactions commerciales et aux droits des consommateurs, les trafics illicites sous toutes leurs formes. —

LE CONTRÔLE ÉCONOMIQUE EN CHIFFRES (2018)



50
missions de
contrôle pour la
BCE



802
établissements
bancaires contrôlés
ou agréés



5,1
milliards de billets
triés



12547
milliards d'euros
de redressement
fiscal



901633
contrôle fiscal
sur pièces des
particuliers



147940
contrôle fiscal
sur pièce des
entreprises



956
dossiers de fraude
fiscale transmis à
la justice